Spedizione in abbonamento postale

Anno 90° — Numero 150

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Lunedì, 4 luglio 1949 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 Semestrale L. 3516 Trimestrale L. 2012 Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 - Semestrale L. 3516 Trimestrale L. 2012 Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, Via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); Via del Corso 234 (angolo via Marco Minghetti 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele 3; in NAPOLI, Via Chiaia 5; in Firenze, Via Cavour 46-r; e presso le Librerie depositarie di Roma e di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - Via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). La filiale della Libreria dello Stato in Milano, Galleria Vittorio Emanuele 3, è autorizzata ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI ORDINARI

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 17 marzo 1949, n. 339.

Approvazione degli Accordi di carattere economico fra l'Italia e la Danimarca conclusi a Copenaghen il 18 giugno 1948.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Ministri Segretari di Stato per il tesoro, per l'industria e commercio e per il commercio con l'estero;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi conclusi a Copenaghen, tra l'Italia e la Danimarca il 18 giugno 1948:

a) Accordo commerciale;

b) Protocollo addizionale all'Accordo di pagamento del 2 marzo 1946;

c) Scambi di Note.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*, ed ha effetto conformemente a quanto stabilito dall'art. 9 dell'Accordo commerciale e dall'art. 4 del Protocollo addizionale all'Accordo di pagamento.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 17 marzo 1949

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — PELLA — LOMBARDO — MERZAGORA

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 4 giugno 1949
Atti del Governo, registro n. 28, foglio n. 80. — FRASCA

Accord commercial entre l'Italie et le Danemark

Le Gouvernement italien et le Gouvernement danois dans le but de régler et de développer dans toute la mesure du possible les échanges commerciaux entre leurs Pays, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1

L'Italie et le Danemark s'accorderont mutuellement un traitement aussi libéral que possible dans l'octroi réciproque des autorisations d'importation et d'exportation, afin de faciliter le développement des échanges commerciaux réciproques.

Art. 2

Le Gouvernement italien autorisera l'exportation vers le Danemark des marchandises originaires et en provenance d'Italie, indiquées à la liste *A* annexée au présent Accord, à concurrence des quantités ou des valeurs qui y sont mentionnées pour chaque produit. De son côté, le Gouvernement danois autorisera l'importation en Danemark des dites marchandises, à concurrence des quantités ou des valeurs fixées dans la même liste.

Art. 3

Le Gouvernement danois autorisera l'exportation vers l'Italie des marchandises originaires et en provenance du Danemark, indiquées à la liste *B* annexée au présent Accord, à concurrence des quantités ou des valeurs qui y sont mentionnées pour chaque produit. De son côté, le Gouvernement italien autorisera l'importation en Italie des dites marchandises, à concurrence des quantités ou des valeurs fixées dans la même liste.

Art. 4

Les deux Gouvernements, afin d'assurer l'utilisation rapide des contingents, sont tombés d'accord pour autoriser normalement l'importation et l'exportation des marchandises reprises aux listes *A* et *B* sans répartition préalable des contingents susdits.

Pour les contingents qui seraient soumis au régime de la répartition préalable, les deux Gouvernements, tout en tenant compte du caractère saisonnier de certains produits, effectueront la dite répartition dans le délai de trois mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Accord et échangeront, par l'intermédiaire des Légations respectives, les listes des assignataires danois et italiens avec l'indication des quote-parts qui leur ont été attribuées.

Dans des cas exceptionnels, où la répartition ne sera pas possible dans le délai mentionné, les deux Gouvernements se mettront en rapport, par l'intermédiaire des Légations respectives, afin de convenir d'une prolongation raisonnable.

Art. 5

Dans le but de favoriser le développement du commerce entre leurs Pays, les deux Gouvernements examineront la possibilité d'augmenter, d'un commun accord, les contingents prévus dans les listes annexées au présent Accord, ainsi que d'y ajouter des nouveaux contingents.

Art. 6

Tant que le régime des changes dans les deux Pays ne consentira pas un fonctionnement régulier d'un compte de compensation général, les échanges commerciaux entre l'Italie et le Danemark seront effectués, provisoirement, sur la base des affaires de réciprocité soumises à l'autorisation préalable des autorités compétentes des deux Pays.

Les affaires de réciprocité s'effectueront conformément aux dispositions prévues aux Annexes nn. 1 et 2 du présent Accord et selon les ententes qui auront lieu entre les autorités compétentes des deux Pays.

Les deux Gouvernements ont convenu de se concerter en temps utile afin d'examiner, dès que la situation le consentira, la possibilité d'abolir le système des affaires de réciprocité en le remplaçant par des transactions normales d'importation et d'exportation.

Art. 7

Les affaires de réciprocité, qui ont été approuvées par les deux Gouvernements à la date de la signature du présent Accord, conformément aux dispositions pré-

vues par le Protocole Additionnel, signé à Rome le 23 mai 1947, garderont leur validité et seront effectuées en dehors des contingents fixés dans les listes *A* et *B* annexées au présent Accord.

Art. 8

Afin de favoriser le développement des échanges commerciaux entre l'Italie et le Danemark, il sera constitué une Commission Mixte composée de représentants des deux Gouvernements.

La Commission surveillera l'application du présent Accord et aura également pour mission de formuler toutes propositions utiles tendant à améliorer les relations commerciales et financières entre l'Italie et le Danemark.

Art. 9

Le présent Accord, qui remplace l'Accord commercial entre l'Italie et le Danemark signé à Rome le 2 mars 1946, entrera en vigueur à la date de sa signature avec validité du 1er juin 1948 et prendra fin le 31 mai 1949.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Copenhague, en double exemplaire, le 18 juin 1948

Pour l'Italie	*Pour le Danemark*
A. Carissimo	E. Waerum
G. Dall'Oglio	Holten Eggert

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
Sforza

Annexe N. 1.

Principes généraux concernant l'examen et l'application des affaires de réciprocité entre l'Italie et le Danemark.

Dans le but de semplifier et d'accélérer la procédure administrative concernant l'approbation des affaires de réciprocité et de faciliter de cette façon l'utilisation des contingents prévus par l'Accord commercial signé en date d'aujourd'hui, il reste entendu que les Autorités compétentes des deux Pays suivront les principes généraux suivants:

1 En règle générale les propositions d'affaires de réciprocité devront être faites par les importateurs et les exportateurs habituels de chaque branche et devront être documentées par des éléments (contrats préliminaires, échange de correspondance, factures pro-forma, etc.) prouvant qu'il s'agit de propositions concrètes.

2. En principe, toute marchandise prévue à la liste *A* pourra être librement échangée avec toute marchandise de la liste *B* sauf des cas où il y ait une disproportion dans l'importance économique des produits à échanger.

Dans le but en outre de réaliser une meilleure et plus harmonique application de l'Accord signé en date d'aujourd'hui, les Autorités compétentes des deux Pays examineront et autoriseront les affaires de réciprocité indépendamment de considérations sur la priorité et la nécessité des marchandises à échanger, afin d'assurer une utilisation proportionelle des contingents.

Chacune des deux Parties aura la faculté de demander à l'autre les raisons pour lesquelles elle a refusé les propositions d'affaires de réciprocité.

3. Au cas où l'autorisation des affaires de réciprocité est aussi subordonnée à un contrôle préalable des prix, les Autorités compétentes des deux Pays suivront comme principe des criteriums uniformes d'évaluation pour les deux courants de trafic.

Dans le contrôle des prix on devra tenir compte de la qualité des produits, une qualité supérieure pouvant justifier des prix plus élevés.

Si l'application du contrôle des prix entrave l'exécution de l'Accord, chacune des deux Parties pourra, par l'entremise des représentations commerciales respectives, se mettre en contact avec l'autre afin de réexaminer la situation et d'éliminer les inconvénients.

Annexe N. 2.

Dispositions relatives au règlement des affaires de réciprocité

1. Les demandes d'autorisation d'affaires de réciprocité devront être présentées par les Parties contractantes italiennes et danoises aux administrations compétentes du Pays respectif.

2. Lorsque l'administration compétente de l'un des deux Pays aura donné son consentement à une affaire de réciprocité, elle en avisera l'administration compétente de l'autre Pays. Les communications nécessaires y relatives seront échangées entre l'Ufficio Italiano dei Cambi et Direktoratet for Vareforsyning.

3. Les propositions des affaires de réciprocité déjà approuvées par l'un des deux Pays devront être soumises à l'autre avec les indications dont aux formulaires ci-annexés et qui seront envoyés par voie aérienne. L'acceptation de ces propositions par les Autorités compétentes de l'autre Pays sera communiquée télégraphiquement en faisant référence au numéro indiqué pour chaque affaire autorisée.

4. Au cas où une affaire de réciprocité approuvée par l'Autorité compétente de l'un des deux Pays ne serait pas admise par celle de l'autre Pays, cette dernière donnera connaissance de son refus à celle du premier Pays.

5. Le règlement des payements afférents aux affaires de réciprocité autorisées de part et d'autre sera effectué de la façon suivante:

en Italie: par le moyen de « comptes spéciaux » en lires italiennes, sans intérêts, ouverts auprès de l'Ufficio Italiano dei Cambi vis-à-vis de chaque affaire et designés par les numéros donnés à l'affaire de réciprocité en Italie et en Danemark (p. e. compte spécial Dan. 16/It. 18);

en Danemark: suivant les ententes intervenues à ce sujet entre les intéressés.

6. Les versements effectués auprès de l'Ufficio Italiano dei Cambi au crédit des comptes spéciaux visés au paragraphe 5, seront avisés à la Danmarks Nationalbank qui en donnera communication aux importateurs et exportateurs danois intéressés. Sur déclaration conforme de ceux-ci, éventuellement par l'intermédiaire des Banques chargées du règlement en Danemark, la Danmarks Nationalbank notifiera à l'Ufficio Italiano

dei Cambi les payements effectués par les importateurs danois en faveur des exportateurs danois. Sur la base de cette notification l'Ufficio Italiano dei Cambi sera autorisé à effectuer les payements en faveur des exportateurs italiens dans les comptes spéciaux respectifs.

Le Directorat for Vareforsyning prendra soin d'obliger les exportateurs et les importateurs danois de faire la susdite déclaration à la Danmarks Nationalbank.

7. Si l'échange commercial prévu par une affaire de réciprocité ne s'effectue pas entièrement l'Ufficio Italiano dei Cambi et les Autoritées compétents danoises s'entendront pour assurer à la partie qui a exécuté ses obligations — même partiellement — sans recevoir les prestations dues par la contrepartie, un règlement équitable de l'opération, notamment en accordant toutes facilités pour l'utilisation, à travers la conclusion d'une nouvelle affaire de réciprocité, des montants restés inutilisés dans le « compte spécial » y relatif.

8. Les numéros de référence italiens et danois devront être indiqués dans toute la correspondance et sur tous les formulaires relatifs à chaque affaire de réciprocité. Les frais de communications télégraphiques concernant chaque opération seront à la charge des parties contractantes.

9. Dans les affaires de réciprocité on tiendra compte des frais accessoires afférents aux opérations (tels que frais de transport, commissions dues à des répresentants ou intermédiaires, frais bancaires et similaires).

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI
ROMA

AFFAIRE DE RÉCIPROCITÉ AVEC LE DANEMARK
(à transmettre par avion
à Direktoratet for Vareforsyning, Copenhague)

No. de l'autorisation italienne: It.
(Dans toute la correspondance relative à l'affaire référez à ce numéro).

Exportation italienne

1) Exportateur/s italien/s Nom:
Adresse:

2) Importateur/s danois Nom:
Adresse:

3) Marchandise et quantité:

4) Valeur { fob: cif:

5) Prix unitaire de la marchandise:

6) Délai de livraison:

7) Autres conditions éventuelles:

Importation italienne

8) Importateur/s italien/s Nom:
Adresse:

9) Exportateur/s danois Nom:
Adresse:

10) Marchandise et quantité:

11) Valeur { fob: cif:

12) Prix unitaire de la marchandise:

13) Délai de livraison:

14) Autres conditions éventuelles:

Rome, le

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

DIREKTORATET FOR VAREFORSYNING
COPENHAGUE

AFFAIRE DE RÉCIPROCITÉ AVEC L'ITALIE
(à transmettre par avion
à Ufficio Italiano dei Cambi, Roma)

No. de l'autorisation danoise: Dan.
(Dans toute la correspondance relative à l'affaire référez à ce numéro).

Exportation danoise

1) Exportateur/s danois Nom:
Adresse:

2) Importateur/s italien/s Nom:
Adresse:

3) Marchandise et quantité:

4) Valeur { fob: cif:

5) Prix unitaire de la marchandise:

6) Délai de livraison:

7) Autres conditions éventuelles:

Importation danoise

8) Importateur/s danois Nom:
Adresse:

9) Exportateur/s italien/s Nom
Adresse:

10) Marchandise et quantité:

11) Valeur { fob: cif:

12) Prix unitaire de la marchandise:

13) Délai de livraison:

14) Autres conditions éventuelles:

Copenhague, le

DIREKTORATET FOR VAREFORSYNING

LISTE A

Liste des marchandises italiennes à importer en Danemark

MARCHANDISES	Contingents annuels en tonnes ou en milliers de couronnes danoises	
Semences d'arbre	cour.	60
Graines potagères	»	300
Graines fourragères	»	350
Plantes vivantes	»	50
Citrons	»	2.800
Oranges et mandarines	»	3.000
Pulpe de fruits y compris pulpe d'oranges	»	400
Cédrats en saumure et similaire	»	150
Jus de fruits	»	400
Amandes sans coque Noix, noisettes et noyaux sans coque	»	3.000
Oignons et ails	»	100
Purée de tomates	»	200
Racines de réglisse	»	25
Jus de réglisse	»	300
Vins communs et mousseux	»	2.000
Vins de dessert, vermouth et liqueurs	»	2.000
Chanvre brut et chanvre peigné	t	100
Fils de rayonne	t	600
Crêpe de rayonne	t	200

MARCHANDISES	Contingents annuels en tonnes ou en milliers de couronnes danoises	
Fils de coton	cour.	2.000
Fils à coudre	»	1.000
Fils de laine	»	2.000
Fils, ficelles et cordages de chanvre	»	750
Tissus de laine	»	6.000
Tissus de coton	»	9.000
Tissus de rayonne y compris doublure cour. 4.000.000	»	20.000
Tissus doublure de chanvre	»	2.000
Toile de chanvre à voile et à bâche	»	2.000
Rubans	»	500
Bas, chaussettes et autres articles confectionnés	»	1.000
Gants	»	75
Chapeaux pour hommes et dames	»	550
Cloches et capelines	»	500
Huile d'amandes	»	100
Huiles essentielles	»	200
Pipes	»	75
Ebauches pour pipes	»	100
Sumac	»	50
Extrait de châtaignier	»	200
Boutons et boucles	»	600
Celluloïd en plaques, tuyaux, bâtons, fils, etc., et ouvrages en celluloïd, cellophane, galalite et baquélite	»	1.000
Sel	»	1.000
Borax Acide borique Acide citrique Acide tartrique Sulfate de baryum Crème de tartre Eau oxygénée Autres produits chimiques	»	3.000
Terres colorantes	»	500
Soufre	»	200
Produits médicinaux et spécialités pharmaceutiques, plantes médicinales	»	500
Marbre et albâtre	»	300
Ardoise	»	100
Graphite en poudre	»	100
Pierre ponce	»	100
Talc	»	100
Lithopone	»	450
Platre	»	500
Mercure	»	60
Auto-véhicules (1)	»	3.000
Pièces détachées et de rechange pour auto-véhicules, etc.	»	600
Pièces détachées et de rechange pour bicyclettes, pour bicyclettes à moteur et motocyclettes	»	500
Bicyclettes à moteur et motocyclettes	»	300
Pneus pour auto-véhicules, particulièrement pour camions	»	1.000
Instruments d'optique, instruments scientifiques de précision, de mesure, de dessin et de navigation	»	300
Machines à coudre y compris les aiguilles et pièces detachées	cour.	1.000
Machines à écrire et pièces détachées	»	1.000
Caisses enregistreuses	»	200
Machines textiles et pièces détachées Machines à coudre industrielles et pièces détachées	»	2.000
Fuseaux, navettes, rouets et autres accessoires pour filature et tissage	»	500
Roulements à billes et à rouleaux	»	1.500
Autres machines, instruments et appareils	»	3.000
Machines outils et pièces détachées	»	3.000
Ouvrages en fer et en métal	»	1.500
Accordéons, autres instruments de musique et leurs parties	»	250
Bois pour placage	»	150
Verre à lunettes	»	100
Verre technique et verre d'éclairage	»	200
Montures de lunettes	»	500
Papier sensibilisé, préparé pour la photographie	»	200
Pellicules et plaques pour la photographie, la cinématographie et la radiographie	»	300
Linoléum	»	500
Eponges	»	100
Liège, brut et ouvré	»	1.000
Tabac en feuilles		P. M.
Papier à cigarette en bobines	»	200
Articles techniques en faïence et en porcelaine	»	150
Céramique, porcelaine et verrerie artistique	»	250
Autres produits d'artisanat	»	75
Films impressionnés		P. M.
Autres marchandises	»	10.000

(1) Dont la moitié automobiles.

LISTE *B*

Liste des marchandises danoises à importer en Italie

MARCHANDISES		Contingents annuels en quantités ou en milliers de couronnes danoises	
Chevaux		cour.	5.000
Semences de graminées et fourragères (1)		»	2.500
Graines potagères		»	300
Semences d'orge, d'avoine et de seigle			P. M. (2)
Bétail de boucherie		têtes	5.000
Bétail pour l'agriculture		»	2.000
Porcs congelés	(voir lettre)	t.	—
Beurre	(voir lettre)	t.	750
Volaille		cour.	3.000
Fromage		»	500

(1) Y compris les semences de betterave à sucre et fourragères, sous réserve des disponibilités de la nouvelle recolte.

(2) Contre livraison de maïs ou d'autres produits fourragers.

MARCHANDISES	Contingents annuels en quantités ou en milliers de couronnes danoises	
Oeufs	cour.	2.300
Produits d'oeuf	»	750
Caséine	»	2.500
Poissons de mer salinés	t.	22.000
Poissons de mer séchés	t.	2.000
Poissons d'eau douce, y compris les oeufs de truite	cour.	1.000
Poissons de mer frais, y compris les filets	»	8.000
Conserves de poisson (à l'huile, en tomate, etc.)	»	1.000
Saucisses de poisson	»	500
Semences de pommes de terre	t.	20.000
Pommes de terre		P. M.
Saindoux	cour.	2.000
Moteurs Diesel, moteurs à pétrole, moteurs à essence et pièces de rechange	»	300
Machines pour ciment, machines à chaux et pièces de rechange	»	2.700
Autres machines (installations centrifuges, machines pour laiteries, etc.), ainsi que pièces de rechange et autres articles en fer et en métal	»	2.000
Cryolithe	»	2.500
Pierre « Moler » et silex	»	150
Albumine et autres produits de sang	»	250
Cholestérine, lécithine, pepsine et peptonine	»	100
Produits pharmaceutiques, y compris l'insuline	»	300
Présure (voir lettre)	»	200
Colle chémigraphique	»	20
Couleurs et laques (1)	»	200
Objets d'art en porcelaine	»	250
Autres produits de l'artisanat	»	75
Eau-de-vie et liqueurs	»	100
Peaux de poisson	»	100
Boyaux salés	»	2.500
Films impressionnés		P. M.
Divers	»	10.000

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation danoise

Copenhague, le 18 juin 1948

Monsieur le Président,

Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'Accord commercial, signé en date de ce jour, de contingents spécifiques n'ont pas été fixés pour certaines marchandises italiennes, y compris les produits suivants:

dents artificiels et matériel dentaire
tresses en paille
merceries
passementeries
appareils cinématographiques.

Le Gouvernement italien serait très reconnaissant si, conformément aux ententes générales établies pendant les négociations et dans le but de favoriser la reprise et le développement des exportations entre les deux Pays, les Autorités compétentes danoises autoriseront l'importation des produits italiens susmentionnés dans le cadre du contingent « *Autres marchandises* ».

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation italienne
DALL'OGLIO

Le Président de la Délégation danoise au Président de la Délégation italienne

Copenhague, le 18 juin 1948

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu m'adresser la lettre suivante:

« Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'Accord commercial, signé en date de ce jour, de contingents spécifiques n'ont pas été fixés pour certaines marchandises italiennes, y compris les produits suivants:

dents artificiels et matériel dentaire
tresses en paille
merceries
passementeries
appareils cinématographiques.

Le Gouvernement italien serait très reconnaissant si, conformément aux ententes générales établies pendant les négociations et dans le but de favoriser la reprise et le développement des exportations entre les deux Pays, les Autorités compétentes danoises autoriseront l'importation des produits italiens susmentionnés dans le cadre du contingent « *Autres marchandises* ».

J'ai l'honneur d'accuser réception de cette communication et de me déclarer d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation danoise
HOLTEN EGGERT

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation danoise

Copenhague, le 18 juin 1948

Monsieur le Président,

Me référant aux conversations que nous avons eu au sujet de l'exportation vers l'Italie de porcs congelés, pour lesquels il n'a pas été possible de fixer un contingent dans l'Accord commercial, signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement danois réexaminera la situation au cours du prochain mois d'octobre, en se réservant de faire connaître au Gouvernement italien si, à cette époque, les Autorités danoises seront à même d'accorder à l'Italie un contingent pour le produit susdit.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation italienne
DALL'OGLIO

---

(1) Les autorités italiennes se réservent de faire connaître la liste des produits qui intéressent l'industrie italienne.

Le Président de la Délégation danoise au Président de la Délégation italienne

Copenhague, le 18 juin 1948

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Me référant aux conversations que nous avons eu au sujet de l'exportation vers l'Italie de porcs congelés, pour lesquels il n'a pas été possible de fixer un contingent dans l'Accord commercial, signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement danois réexaminera la situation au cours du prochain mois d'octobre, en se réservant de faire connaître au Gouvernement italien si, à cette époque, les Autorités danoises seront à même d'accorder à l'Italie un contingent pour le produit susdit ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement danois est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation danoise
HOLTEN EGGERT

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation danoise

Copenhague, le 18 juin 1948

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de Vous informer que le Gouvernement italien est prêt à consentir l'exportation au Danemark, en dehors des contingents fixés dans les listes annexées à l'Accord commercial, signé en date de ce jour, d'une quantité de soude caustique s'élevant jusqu'à 3.000 tonnes, à la condition que du côté danois soient livrés, en contrepartie et en dehors des contingents prévus par l'Accord susdit, des produits danois de premier ordre, ayant un intérêt spécial pour l'économie italienne, à convenir entre les deux Gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation italienne
DALL'OGLIO

Le Président de la Délégation danoise au Président de la Délégation italienne

Copenhague, le 18 juin 1948

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« J'ai l'honneur de Vous informer que le Gouvernement italien est prêt à consentir l'exportation au Danemark, en dehors des contingents fixés dans les listes annexées à l'Accord commercial, signé en date de ce jour, d'une quantité de soude caustique s'élevant jusqu'à 3.000 tonnes, à la condition que du côté danois soient livrés, en contrepartie et en dehors des contingents prévus par l'Accord susdit, des produits danois de premier ordre, ayant un intérêt spécial pour l'économie italienne, à convenir entre les deux Gouvernements ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement danois est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation danoise
HOLTEN EGGERT

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation danoise

Copenhague, le 18 juin 1948

Monsieur le Président,

Me référant aux conversations que nous avons eu au sujet de l'exportation de tabacs italiens vers le Danemark, il est entendu que le contingent de tabacs est fixé à un montant s'élevant jusqu'à 5 millions de couronnes et que ce contingent sera utilisé d'après les ententes sur les prix, les qualités etc. à conclure entre le « Monopolio Italiano Tabacchi » de Rome et les fabriques danoises intéressées à l'importation des tabacs.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation italienne
DALL'OGLIO

Le Président de la Délégation danoise au Président de la Délégation italienne

Copenhague, le 18 juin 1948

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Me référant aux conversations que nous avons eu au sujet de l'exportation de tabacs italiens vers le Danemark, il est entendu que le contingent de tabacs est fixé à un montant s'élevant jusqu'à 5 millions de couronnes et que ce contingent sera utilisé d'après les ententes sur les prix, les qualités etc. à conclure entre le « Monopolio Italiano Tabacchi » de Rome et les fabriques danoises intéressées à l'importation des tabacs ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement danois est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation danoise
HOLTEN EGGERT

Le Président de la Délégation italienne
au Président de la Délégation danoise

Copenhague, le 18 juin 1948

Monsieur le Président,

Me référant aux conversations que nous avons eu, au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'Accord commercial, signé en date de ce jour, au sujet de la Maison « Vinitalia », je vous prie de bien vouloir me confirmer que vous êtes d'accord qu'une quote-part de 200.000 couronnes danoises de vins et de vermouth, à valoir sur le contingent prévu pour les marchandises diverses à la liste *B* annexée à l'Accord susdit, sera réservée à la Maison « Vinitalia », chargée par l'organisation italienne de la propagande et de l'écoulement des vins italiens au marché danois.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation italienne
DALL'OGLIO

Le Président de la Délégation danoise
au Président de la Délégation italienne

Copenhague, le 18 juin 1948

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Me référant aux conversations que nous avons eu, au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'Accord commercial, signé en date de ce jour, au sujet de la Maison « Vinitalia », je vous prie de bien vouloir me confirmer que vous êtes d'accord qu'une quote-part de 200.000 couronnes danoises de vins et de vermouth, à valoir sur le contingent prévu pour les marchandises diverses à la liste *B* annexée à l'Accord susdit, sera réservée à la Maison « Vinitalia », chargée par l'organisation italienne de la propagande et de l'écoulement des vins italiens au marché danois ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement danois est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation danoise
HOLTEN EGGERT

Le Président de la Délégation danoise
au Président de la Délégation italienne

Copenhague, le 18 juin 1948

Monsieur le Président,

Au cours des negociations qui ont abouti à l'Accord commercial signé en date de ce jour, la Délégation danoise a fait remarquer que les droits d'entrée en Italie sur les produits d'origine ou en provenance du Danemark sont perçus sur les valeurs exprimées en couronnes danoises en calculant le cours de change de cette monnaie à 119 lires pour une couronne.

Etant donné que ce cours frappe d'une manière très lourde les produits danois, et particulièrement le poisson, je vous prie, au nom de mon Gouvernement, de bien vouloir soumettre la question à l'examen du Gouvernement italien, afin que les dits droits d'entrée puissent être réduits, tout en tenant compte du fait que le cours de change de la couronne danoise devrait être rapporté aux taux des échanges de réciprocité pratiqués en Italie pour les marchandises danoises.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation danoise
HOLTEN EGGERT

Le Président de la Délégation italienne
au Président de la Délégation danoise

Copenhague, le 18 juin 1948

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Au cours des négociations qui ont abouti à l'Accord commercial signé en date de ce jour, la Délégation danoise a fait remarquer que les droits d'entrée en Italie sur les produits d'origine ou en provenance du Danemark sont perçus sur les valeurs exprimées en couronnes danoises en calculant le cours de change de cette monnaie à 119 lires pour une couronne.

Etant donné que ce cours frappe d'une manière très lourde les produits danois, et particulièrement le poisson, je vous prie, au nom de mon Gouvernement, de bien vouloir soumettre la question à l'examen du Gouvernement italien, afin que les dits droits d'entrée puissent être réduits, tout en tenant compte du fait que le cours de change de la couronne danoise devrait être rapporté aux taux des échanges de réciprocité pratiqués en Italie pour les marchandises danoises ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement danois est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation italienne
DALL'OGLIO

Protocole additionnel à l'Accord de paiement du 2 mars 1946 entre l'Italie et le Danemark

Dans le but de régler certains paiements entre l'Italie et le Danemark, le Gouvernement italien et le Gouvernement danois sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes:

Art. 1

1) Le compte spécial en livres sterling prévu par l'échange de notes du 23 mai 1947 sera maintenu afin de régler soit les transferts visés aux lettres *c*), *d*), *e*), *f*), de l'art. 2 de l'Accord de Paiement du 2 mars 1946, soit les transferts suivants:

frais de voyage, même s'il ne s'agit pas de voyages d'affaires, frais d'entretien, de subsistance, d'études, d'hospitalisation;

droits d'exploitation de films:

cachets d'artistes et de sportifs;

montants encaissés au Danemark, respectivement en Italie, pour taxes et droits consulaires dûs aux autorités de l'autre Pays, ainsi qu'impôts, amendes, frais de justice, etc.;

abonnements aux journaux, revues et publications périodiques, ainsi que frais publicitaires;

assurances diverses (primes et indemnités).

2) Le règlement des paiements à travers le compte susmentionné continuera à s'effectuer suivant les dispositions de l'échange de lettres du 20 février 1948.

Art. 2

Le 30 juin 1948, on constatera le solde en livres sterling existant au crédit du compte de compensation visé à l'art. 4 de l'Accord de Paiement du 2 mars 1946 et les disponibilités relatives seront destinées, après conversion en couronnes danoises sur la base du cours moyen de la couronne danoise à Londres en vigueur le 30 juin 1948 (actuellement Kr. dan. 19,34 pour une livre sterling), au règlement partiel du solde constaté au débit du compte prévu par l'Accord de Paiement du 30 novembre 1940 le montant duquel sera constaté définitivement d'après les dispositions des notes échangées le 2 mars 1946.

Art. 3

1) Le compte de compensation visé à l'art. 4 de l'Accord de Paiement du 2 mars 1946 sera tenu en couronnes danoises à partir du 1er juillet 1948. A travers ce compte seront réglés:

les paiements afférents aux échanges de marchandises italiennes et danoises autorisés par l'Italie respectivement par le Danemark, avant le 23 mai 1947, même s'il s'agit de paiements afférents aux livraisons de marchandises effectuées avant l'entrée en vigueur de l'Accord de Paiement du 2 mars 1946;

d'autres paiements échus avant l'entrée en vigueur de l'Accord du 2 mars 1946, après entente préalable entre l'Ufficio Italiano dei Cambi et la Danmarks Nationalbank;

les paiements afférents à l'importation, en dehors des affaires de réciprocité, de produits italiens en Danemark au delà des contingents dont à la liste A annexée à l'Accord Commercial, et autorisés selon les dispositions spéciales dont à la lettre annexée au présent Protocole.

Le 31 décembre 1948, on constatera le solde créditeur du compte susmentionné et le montant relatif sera destiné au règlement du solde débiteur du compte prévu par l'Accord de Paiement du 30 novembre 1940. Les autorités compétentes des deux Pays pourront toutefois admettre, le cas échéant, l'utilisation de ce compte pour les paiements susmentionnés pour la période jusqu'au 31 mai 1949.

2) Le règlement des paiements à travers le compte susmentionné s'effectuera sur la base du cours du change entre la lire et la couronne danoise (Lires 72,98 pour une couronne danoise). Le taux ne peut être modifié par l'une des Parties contractantes qu'après notification préalable à l'autre Partie.

Art. 4

Le présent Protocole additionnel entrera en vigueur à la date de sa signature.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Copenhague, en double exemplaire, le 18 juin 1948

Pour l'Italie	*Pour le Danemark*
A. Carissimo	E. Waerum
G. Dall'Oglio	Holten Eggert

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
Sforza

Le Président de la Délégation italienne au Président de la Délégation danoise

Copenhague, le 18 juin 1948

Monsieur le Président,

Me référant au quatrième alinéa de l'art. 3 du Protocole Additionnel en matière de payements signé en date de ce jour et aux conversations que nous avons eu au sujet du règlement du solde constaté au débit du compte prévu par l'Accord de Payement du 30 novembre 1940 et le montant duquel sera constaté définitivement d'après les dispositions des notes échangées le 2 mars 1946, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement italien, dans le but de consentir le règlement susdit, autorisera l'exportation vers le Danemark, en dehors des affaires de réciprocité et des contingents prévus par la liste annexée à l'Accord Commercial en même date, des produits suivants:

Vins, vermouth e liqueurs
Oranges et mandarines
Citrons
Fruits frais
Pulpes de fruits
Jus de fruits
Amandes sans coque
Purée de tomate
Fleurs
Marbre et albâtre
Ardoise
Pierre ponce
Graphite en poudre
Talc
Soufre
Soieries
Cravates en soie
Tissus de rayonne
Tissus d'ameublement
Gants de peaux
Bas et chaussettes
Chapeaux en feutre de laine
Boutons et boucles
Sumac
Porcelaines et céramiques
Verreries
Extraît de châtaignier
Pipes et ébauches pour pipes
Ouvrages en fer (comme faux et faucilles, outils d'usage domestique et agricole, serrures, etc.)
Machines pour bureau
Autovéhicules et pièces détachées et de rechange.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation italienne
Dall'Oglio

Le Président de la Délégation danoise
au Président de la Délégation italienne

Copenhague, le 18 juin 1948

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu m'adresser la lettre suivante: « Me référant au quatrième alinéa de l'art. 3 du Protocole Additionnel en matière de payements signé en date de ce jour et aux conversations que nous avons eu au sujet du règlement du solde constaté au débit du compte prévu par l'Accord de Payement du 30 novembre 1940 et le montant duquel sera constaté definitivement d'après les dispositions des notes échangées le 2 mars 1946, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement italien, dans le but de consentir le règlement susdit, autorisera l'exportation vers le Danemark, en dehors des affaires de réciprocité et des contingents prévus par la liste annexée à l'Accord Commercial en même date, des produits suivants:

Vins, vermouth e liqueurs
Oranges et mandarines
Citrons
Fruits frais
Pulpes de fruits
Jus de fruits
Amandes sans coque
Purée de tomate
Fleurs
Marbre et albâtre
Ardoise
Pierre ponce
Graphite en poudre
Talc
Soufre
Soieries
Cravates en soie
Tissus de rayonne
Tissus d'ameublement
Gants de peaux
Bas et chaussettes
Chapeaux en feutre de laine
Boutons et boucles
Sumac
Porcelaines et céramiques
Verreries
Extraît de châtaignier
Pipes et ébauches pour pipes
Ouvrages en fer (comme faux et faucilles, outils d'usage domestique et agricole, serrures, etc.)
Machines pour bureau
Autovéhicules et pièces détachées et de rechange ».

J'ai l'honneur d'accuser réception de cette communication et de me déclarer d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président
de la Délégation danoise
HOLTEN EGGERT

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 26 febbraio 1949.

Variante al piano regolatore della città di Genova, zona di Albaro.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 28 giugno 1914, n. 667, con la quale fu approvato il piano regolatore e di ampliamento della città di Genova nella zona di Albaro, assegnandosi per la sua esecuzione il termine di quaranta anni dalla pubblicazione della legge medesima;

Vista la domanda in data 16 giugno 1948, con la quale il comune di Genova, in base a deliberazione 10 stesso mese ed anno, ha chiesto che venga approvato, ai sensi dell'art. 3 della predetta legge 28 giugno 1914, un progetto di variante al suindicato piano regolatore e di ampliamento della città di Genova;

Ritenuto che il procedimento seguito è regolare, e che durante le pubblicazioni vennero presentate trentuno opposizioni da parte delle seguenti ditte:

1) Droyanti Anna e Maria fu Attilio;
2) Trivero Alberto;
3) Pozzo Maria fu Francesco, vedova Tomaselli;
4) Parodi Vittorio e Giuseppe e d'Imporzano Eugenio;
5) Bonino Pietro, fratelli e sorelle
6) Bonino Giovanni e fratelli e Gambaro Giuseppe;
7) Ragnoli Adriano e Carolina;
8) Pareto Aurelio;
9) Parodi Maria in Costa;
10) Istituto delle suore dell'Immacolata;
11) Principe Santino, De Ferrari Lorenzo fu Girolamo ed altri;
12) Brian Alessandro fu Alessio;
13) Gattorno Andreina fu Giacomo;
14) Brian Andrea e fratelli fu Alessio;
15) Campostano Antonio;
16) Caprile Angelo Enrico fu Tito e Caprile Ninetta in Ferrari;
17) Marchesa Donghi Smith Eileen;
18) Contessa De Ferrari Enrichetta fu Gerolamo e Marchesa Rosetta De Ferrari fu Girolamo;
19) Gambaro Carlo fu Francesco;
20) Società Anonima Alberghi Riviera (S.A.A.R.);
21) Albertazzi Ariberto fu Michele;
22) Società anonima immobiliare « Rex »;
23) Società anonima « S.A.I.W.A »;
24) Rebora Giuseppe, Giovanni ed Andrea fu Francesco;
25) Società Edile Industriale (S.E.I.);
26) Eredi sen. Raggio Carlo;
27) Clinica « Villa Serena »;
28) Società fondiaria Albarese;
29) Palan Mariano fu Emanuele;
30) Figari Antonia fu Giuseppe;
31) Società anonima immobiliare « L'Edificio » (Società Telefonica Tirrena);

Considerato che il piano di variante in esame è informato agli stessi criteri del piano regolatore originario per quanto riguarda la viabilità principale;

Che le modifiche apportate a detto piano originario, ispirate a più moderni concetti urbanistici, mirano, soprattutto, ad una riduzione della rete stradale prevista, ad un suo maggiore adattamento alle condizioni altimetriche del terreno e ad una più razionale zonizzazione;

Che con le varianti previste per la rete stradale, si viene notevolmente a ridurre l'onere del Comune, sia per la nuova classifica delle strade private, sia per la soppressione di costose opere e movimenti di terra, con il gran vantaggio di sostituire ai monotoni rettifili originariamente previsti, strade in curva, che si presentano molto più varie nei riguardi visuali e panoramici, semplificando inoltre il problema della fabbricazione ai margini delle strade stesse;

Che la zonizzazione progettata appare rispondente all'organica visione delle esigenze estetiche e panoramiche della zona, oltre che alle necessità della sua popolazione;

Considerato, per quanto riguarda l'eliminazione, proposta dal Ministero della pubblica istruzione, dell'edificio progettato in prossimità della villa Ravano, che occorre studiare una soluzione, la quale, pur rispondendo alle necessità ambientali del sito, tenga conto dell'indispensabile equilibrio volumetrico degli edifici prospicienti la nuova piazza ed, in particolare, della funzione determinante, quali elementi di chiusura, dei due edifici posti all'estremità orientale della piazza stessa (ex-Stellare):

Considerato, nei riguardi della crosa prospiciente la villa Ravano che si ravvisa opportuno mantenere a detta arteria, sul tracciato previsto dal piano di variante, la sua caratteristica fisionomia di sentiero racchiuso, tenendo presente peraltro l'opportunità, qualora sia altimetricamente possibile, di creare dei sottopassaggi agli incroci con la nuova arteria;

Considerato, pertanto, che è da stralciare la zona triangolare in prossimità della villa Ravano, compresa tra la crosa e le due strade di piano regolatore che sfociano nella nuova piazza (ex-Stellare), perchè sia sottoposta a nuovo studio in conformità dei suggerimenti contenuti nei precedenti considerando;

Considerato che tutte le opposizioni presentate non contestano in linea giuridica la legittimità delle previsioni e prescrizioni del piano di variante, bensì tendono ad ottenere modificazioni al piano medesimo, intese a salvaguardare i particolari interessi degli opponenti, per il minor sacrificio o il maggior vantaggio che ne risentirebbero le rispettive proprietà;

Che, pertanto, le seguenti opposizioni sono da respingere, in quanto le modifiche in esse proposte altererebbero, ove fossero accolte, l'unitaria organicità di vedute e di direttive del piano urbanisticamente rispondente alle necessità dell'abitato e, comunque, sono incompatibili col pubblico interesse:

1) Drovanti; 2) Trivero; 3) Pozzo; 4) Parodi e d'Imporzano; 5) Bonino; 6) Bonino e Gambaro; 7) Ragnoli; 8) Pareto; 9) Parodi; 10) Istituto delle suore dell'Immacolata; 11) Santino e De Ferrari; 12) Brian Alessandro; 13) Brian Andrea e Fratelli; 14) Campostano: 15) Caprile; 16) Donghi Smith Eilen; 17) De Ferrari; 18) Gambaro; 19) Società anonima Alberghi Riviera; 20) Albertazzi; 21) Società anonima Immobiliare « Rex »; 22) Rebora; 23) Società edile industriale; 24) Eredi Raggio; 25) Clinica « Villa Serena »; 26) Società fondiaria Albarese; 27) Palan; 28) Figari;

Che per quanto riguarda, invece, la opposizione a firma Gattorno Andreina, essa può essere parzialmente accolta, nel senso di permettere la destinazione a villini su di una striscia profonda m. 30, lungo il fronte est della strada che da piazza Leopardi scende verso la strada a nastro restringendo, però, detta striscia verso sud (secondo la delimitazione segnata in linea rosa sull'unita planimetria), onde permettere la libera visuale della villa Cambiaso;

Che l'opposizione della Società anonima S.A.I.W.A., tendente ad ottenere che un'area, dell'estensione di circa mq. 2000, venga destinata ad uso industriale, invece che ad abitazioni collettive, come previsto dalla variante in esame, è meritevole di accoglimento, a condizione che le fabbriche lungo il fronte del corso Giulio Cesare abbiano un aspetto appropriato all'ambiente circostante;

Considerato che la Società anonima immobiliare l'« Edificio » (Società Telefonica Tirrena) proprietaria di alcune aree, in San Francesco d'Albaro, su cui sorge la Centrale Telefonica di Albaro, ha con atto in data 24 agosto 1943, dichiarato di recedere dalla propria opposizione, a condizione che venga consentito in suo favore, ai sensi di quanto dispone il regolamento edilizio del comune di Genova, che sul tratto di terreno di sua proprietà misurante circa mq. 750 (posto a ponente della retta risultante dal prolungamento di levante della Centrale Telefonica è delimitato dalle altre parti dai confini con proprietà dei terzi) e sul quale, in base al vigente piano regolatore, potrebbero erigersi fabbricati fino all'altezza di tre piani compreso il terreno, il casotto o la mansarda, possano invece sorgere costruzioni non superiori a quelle consentite dalle norme per il nuovo piano regolatore di Albaro per i terreni della prima categoria, e che a tale costruzione sia applicabile il compenso dei volumi di cui agli articoli 93 e 95 del predetto regolamento;

Che, avuto riguardo alla particolare destinazione ed alle esigenze di pubblico servizio, cui deve soddisfare la predetta Centrale Telefonica e che ne rendono indispensabile l'ampliamento, può accogliersi la richiesta della Società *anonima immobiliare* l'« *Edificio* », in merito alla quale il Comune si è pronunciato favorevolmente;

Considerato che i lavori occorrenti per detta variante risultano notevolmente ridotti rispetto a quelli previsti in base all'originario piano regolatore, e che si può, pertanto, mantenere per l'attuazione della variante stessa, il termine stabilito dall'art. 4 della legge 28 giugno 1914, n. 667, limitandolo, peraltro, al 31 ottobre 1952, in conformità del disposto dell'art. 42 della legge urbanistica 17 agosto 1942, n. 1150;

Visti i voti n. 2153 del 28 ottobre 1947 e n. 2357 del 30 agosto 1948, emessi dal Consiglio superiore dei lavori pubblici;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Vista la legge 25 giugno 1865, n. 2359;

Sulla proposta del Ministro per i lavori pubblici;

Decreta:

Accolte, nei sensi indicati nelle premesse, le opposizioni a firma Andreina Gattorno, Società anonima S.A.I.W.A. e Società anonima immobiliare l'« Edificio »; respinte tutte le altre opposizioni, è approvata la variante al piano regolatore e di ampliamento della città di Genova nella zona di Albaro, salvo lo stralcio della zona triangolare in prossimità della villa Ravano, e compresa fra la crosa e le due strade di piano regolatore sboccanti nella nuova piazza ex-Stellare da sottoporsi a nuovo studio.

Detta variante sarà vistata dal Ministro proponente in una tavola d'insieme in iscala 1:5000, in tredici ta-

vole in iscala 1:1000, in due tavole planimetriche comprendenti rispettivamente la distribuzione delle reti di fognatura e dell'acqua potabile, e nel testo delle nuove norme relative al piano regolatore composto di quarantadue articoli.

Per l'esecuzione della predetta variante dovrà osservarsi il termine del 31 ottobre 1952.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 26 febbraio 1949

EINAUDI

TUPINI

Registrato alla Corte dei conti, addì 6 aprile 1949
Registro Lavori pubblici n. 4, foglio n. 219.

(2447)

DECRETO MINISTERIALE 8 maggio 1949.

Sostituzione di un componente del Comitato centrale di vigilanza sulle radiodiffusioni.

IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 aprile 1947, n. 428, concernente nuove norme in materia di vigilanza e controllo sulle radiodiffusioni circolari;

Vista la lettera n. 5738 del 3 maggio 1949 dell'Accademia nazionale dei Lincei, con cui viene designato quale proprio rappresentante presso il Comitato centrale di vigilanza sulle radiodiffusioni il dott. Ugo Betti, in sostituzione del dott. Renato Simoni, dimissionario;

Decreta:

Articolo unico.

Con effetto dalla data del presente decreto il dottor Ugo Betti è nominato componente del Comitato centrale di vigilanza sulle radiodiffusioni, nella rappresentanza dell'Accademia nazionale dei Lincei, in sostituzione del dott. Renato Simoni, dimissionario.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 8 maggio 1949

Il Ministro: JERVOLINO

Registrato alla Corte dei conti, addì 7 giugno 1949
Registro Uff. risc. poste n. 14, foglio n. 282. — ALIFFI

(2472)

DECRETO MINISTERIALE 8 giugno 1949.

Autorizzazione alla Società anonima Magazzini generali di Rovato ad istituire e gestire alcune succursali in provincia di Brescia.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 1° luglio 1926, n. 2290, sull'ordinamento dei Magazzini generali, convertito in legge con la legge 9 giugno 1927, n. 1158,, nonchè il relativo regolamento d'esecuzione, approvato col regio decreto 10 gennaio 1927, n. 126;

Visto il decreto Ministeriale 25 maggio 1932, che autorizza la Società anonima Magazzini generali di Rovato all'esercizio di Magazzini generali in Rovato, approvando le relative tariffe;

Vista l'istanza presentata dalla predetta Società per essere autorizzata ad istituire e gestire Magazzini generali succursali in talune località della provincia di Brescia;

Visti i pareri manifestati al riguardo dalla Camera di commercio, industria e agricoltura di Brescia nella seduta di Giunta del 30 marzo 1949;

Ritenuto che la progettata istituzione di succursali dei Magazzini generali di Rovato è opportuna nell'interesse sia della produzione, sia dei traffici, e che la Società istante è in possesso di mezzi tecnici e finanziari sufficienti;

Decreta:

Art. 1.

La Società anonima Magazzini generali di Rovato è autorizzata ad istituire e a gestire, in regime di Magazzini generali, per il deposito di merci varie, nazionali e nazionalizzate, le seguenti succursali in provincia di Brescia: Bagnolo Mella Breno Brescia, via Spalto San Marco n. 37-*a* Chiari, via San Bernardino n. 25 Dello Desenzano del Garda Edolo Ghedi Lograto Lonato Montichiari Orzinuovi Palazzolo sull'Oglio Passirano Quinzano d'Oglio Remedello Termini (Roè-Volciano) Verolanuova Viadana (Calvisano).

Art. 2.

Ai depositi effettuati nei Magazzini autorizzati col precedente articolo si applicano il regolamento e le condizioni tariffarie, approvate col decreto Ministeriale 25 maggio 1932, di cui nelle premesse.

Art. 3.

La Camera di commercio, industria e agricoltura di Brescia, è incaricata di vigilare sull'applicazione del presente decreto, che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica. La detta Camera proporrà entro sei mesi al Ministero l'integrazione della cauzione dovuta dalla Società anonima Magazzini generali di Rovato ai sensi dell'art. 2 del citato regio decreto 16 gennaio 1927, n. 126.

Roma, addì 8 giugno 1949

p. *Il Ministro:* CAVALLI

(2416)

DECRETO MINISTERIALE 10 giugno 1949.

Sostituzione del presidente della Giunta della Camera di commercio, industria e agricoltura di Milano.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E FORESTE

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315, concernente la soppressione dei Consigli e degli Uffici provinciali dell'economia e la ricostituzione delle Camere di commercio, industria e agricoltura e degli Uffici provinciali dell'industria e del commercio;

Visto il decreto interministeriale 28 febbraio 1946, con il quale è stato provveduto alla nomina del presi-

dente della Giunta della Camera di commercio, industria e agricoltura di Milano, nella persona del dott. Giuseppe Corridori;

Viste le dimissioni presentate dal dott. Giuseppe Corridori dalla carica di cui sopra;

Decreta:

Art. 1.

Il dott. Riccardo Jucker è nominato, ai sensi dell'art. 9 del decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315, presidente della Giunta della Camera di commercio, industria e agricoltura di Milano.

Art. 2.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 10 giugno 1949

Il Ministro per l'industria e per il commercio
LOMBARDO

Il Ministro per l'agricoltura e per le foreste
SEGNI

(2430)

DECRETO MINISTERIALE 25 giugno 1949.
Conferma in carica del commissario straordinario della Compagnia portuale « Vincenzo Rocco », con sede in Torre Annunziata.

IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il regio decreto-legge 14 novembre 1925, n. 2165, convertito nella legge 16 aprile 1936, n. 797, relativo alla nomina di commissari straordinari presso le Compagnie portuali;

Visto il decreto interministeriale 13 settembre 1948, relativo alla nomina del tenente colonnello di porto Alfredo Condò a commissario straordinario per la Compagnia portuale « Vincenzo Rocco » di Torre Annunziata a decorrere dal 1° ottobre 1948;

Visto il decreto interministeriale 31 marzo 1949, con il quale il predetto ufficiale è stato confermato nella carica di commissario straordinario fino al 30 giugno 1949;

Considerata l'opportunità di confermare ulteriormente nella carica il predetto commissario straordinario fino al 30 settembre 1949;

Decreta:

Articolo unico.

Il tenente colonnello di porto Alfredo Condò è confermato nella carica di commissario straordinario per la Compagnia portuale « Vincenzo Rocco » di Torre Annunziata fino al 30 settembre 1949.

Roma, addì 25 giugno 1949

Il Ministro per la marina mercantile
SARAGAT

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
FANFANI

(2471)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Noli massimi per emigranti

La Direzione generale dell'emigrazione presso il Ministero degli affari esteri, viste le proposte dei vettori di emigranti per la linea Italia-Centro America-Nord Pacifico, udito il prescritto parere dei competenti organi consultivi, ha stabilito che i noli di 3ª classe da praticarsi per emigranti italiani dalle navi di qualsiasi bandiera autorizzate al servizio dell'emigrazione e dirette alle seguenti destinazioni transoceaniche, sono quelli a fianco di ciascuna delle destinazioni stesse indicati:

Destinazione	Nolo
per La Guayra	L. 130.000
per Cristobal	» 140.000
per Puntarenas per La Libertad per San Josè de Guatemala	» 175.000
per Los Angeles per San Francisco	» 210.000
per Vancouver	» 220.000

Tali noli entrano in vigore il 15 luglio 1949, sono valevoli per il secondo quadrimestre dell'anno corrente e si applicano per le sistemazioni in camerone. Per le sistemazioni in cabine di non oltre sei posti purchè munite di un armadietto per ciascun occupante e di almeno un lavandino, i vettori sono autorizzati a riscuotere un sopranolo di L. 10.000 a posto per qualunque destinazione.

(2473)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione del piano di ricostruzione dell'abitato di Sermide (Mantova)

Con decreto Ministeriale 24 giugno 1949, n. 1237, previa decisione sulle opposizioni presentate e con le prescrizioni di cui alle premesse del decreto medesimo, è stato approvato il piano di ricostruzione dell'abitato di Sermide (Mantova), vistato in due planimetrie in iscala 1:1000 con le relative norme edilizie.

Per l'attuazione di detto piano è stato assegnato il termine di due anni a decorrere dalla data del decreto medesimo.

(2440)

MINISTERO DEL TESORO
DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico

(1ª *pubblicazione*). Elenco n. 51.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 91 — Data: 13 luglio 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Napoli — Intestazione: Gatti Bernardino fu Crescenzo — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 5 % (1936), al portatore 39 — Capitale L. 10.400.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 24573 — Data: 28 agosto 1945 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Napoli — Intestazione: Castellucci Alberto — Titoli del Debito pubblico: quietanze esattoriali — Capitale L. 2100.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 10694 — Data: 30 novembre 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Bologna — Intestazione: Gentilini Giuseppe fu Giovanni — Titoli del Debito pubblico: quietanze esattoriali — Capitale L. 2800.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 932 — Data: 10 febbraio 1949 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di La Spezia — Intestazione: Spezia Anna fu Natale — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 3,50 % (1934), al portatore 9 — Capitale L. 48.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1017 — Data: 26 maggio 1945 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Napoli — Intestazione: Assante Giovanni fu Giovanni — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 3,50 % (1934), al portatore 1 — Capitale L. 10.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 574 — Data: 28 agosto 1946 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Napoli — Intestazione: Marzano Antonio fu Giuseppe — Titoli del Debito pubblico: Rendita 5 %, nominativi 1 — Capitale L. 2500.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 228 — Data: 18 febbraio 1949 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Macerata — Intestazione: Santucci Giuseppe fu Ignazio — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 3,50% (1934), al portatore 3 — Capitale L. 8000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 293 — Data: 24 ottobre 1941 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Palermo — Intestazione: Maddi Melchiorre fu Vincenzo — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 3,50 % (1934), nominativi 1 — Capitale L. 5100.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 137 — Data: 25 marzo 1949 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Trieste — Intestazione: Carratore Carlo fu Cesare — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 3,50 % (1934), al portatore 3 — Capitale L. 3000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 58 — Data: anno [illegible] Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Latina - Intestazione: Bartolomeo Guglielmo, cassiere provinciale PP e TT — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % (1906), nominativi 19 — Rendita L. 1358.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 5620 — Data: 21 aprile 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio Ricevimento — Intestazione: Piccinino Enrico fu Pasquale — Titoli del Debito pubblico: Buoni ordinari, nominativi 2 — Capitale L. 7000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 185 — Data: 13 luglio 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Milano — Intestazione: Credito Italiano, sede di Milano — Titoli del Debito pubblico: Buoni del tesoro novennali 4 % (1943), nominativi 2 — Capitale L. 10.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 25 — Data: 12 dicembre 1946 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Arezzo — Intestazione: Cantucci Giuseppe di Umberto — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 3,50 % (1934) nominativi 1 — Capitale L. 9200.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 98 — Data: 6 agosto 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Milano — Intestazione: « Sirti » Soc. It. Reti Telefoniche Interurbane — Titoli del Debito pubblico: Buoni del tesoro novennali 4 % (1943) — Capitale L. 20.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 419 — Data 4 giugno 1945 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Lecce — Intestazione: Palazzo Luigi fu Pasquale — Titoli del Debito pubblico: quietanze esattoriali — Capitale L. 1200.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1152 — Data 1° febbraio 1949 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Bari — Intestazione: Mongelli Bernardino di Giovanni — Titoli del Debito pubblico: Prestito redimibile 3,50 % (1934), al portatore 2 — Capitale L. 6000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 10607 — Data 14 giugno 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Bologna — Intestazione: Bignami Camillo fu Cesare — Titoli del Debito pubblico: quietanze esattoriali — Capitale L. 2600.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 15 giugno 1949

Il direttore generale: DE LIGUORO

(2394)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Trento.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, numero 46;

Visti gli articoli 44 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, numero 281;

Visto l'art. 69, primo comma del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del prefetto di Trento in data 31 dicembre 1947, n. 49523, col quale è indetto pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti nella Provincia;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Trento è costituita come appresso:

Presidente:

dott. Cigolla Arturo, vice prefetto.

Componenti:

dott. De Marco Sergio, medico provinciale;

prof. dott. Angelini Giovanni, primario medico dello ospedale civile Santa Chiara di Trento;

prof. dott. Pezcoller Alessio, primario chirurgo dello ospedale civile Santa Chiara di Trento;

dott. Largaiolli Dario, medico condotto.

Segretario:

dott. San Mauro Luca.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Trento.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 9 giugno 1949

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(2364)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso al posto di veterinario capo sezione direttore dei macelli del comune di Genova.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, numero 446;

Visti gli articoli 47, 54 e 65 del regolamento 11 marzo 1935, numero 281;

Visto l'art. 69, primo comma del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Genova in data 10 gennaio 1948, col quale è indetto pubblico concorso al posto di veterinario capo sezione direttore dei macelli del comune di Genova;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento del posto di veterinario capo sezione direttore dei macelli del comune di Genova è costituito come appresso:

Presidente:

dott. Gino Querci, vice prefetto.

Componenti:

prof. dott. Guido Finzi, docente di clinica medica veterinaria;

prof. Giovanni Bisbocci, docente di patologia generale ed anatomia patologica veterinaria;

dott. Angelo De Pasquale, veterinario provinciale;

dott. Francesco Rebora, veterinario condotto.

Segretario:

dott. Roberto Cadoni.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Genova.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 4 giugno 1949

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(2365)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Concorsi per il conferimento di posti gratuiti di studio nei convitti nazionali

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduti gli articoli 164 e seguenti del regio decreto 1° settembre 1925, n. 2009, che approva il regolamento per i convitti nazionali;

Veduto il regio decreto-legge 5 aprile 1925, n. 559, che istituisce trenta posti gratuiti nel convinto «Silvio Pellico» di Ala;

Veduto il regio decreto-legge 18 marzo 1924, n. 848, che istituisce sessanta posti gratuiti nel convitto «Dante Alighieri» di Gorizia;

Decreta:

Art. 1.

Sono aperti i seguenti concorsi per il conferimento dei posti gratuiti di studio di cui al presente bando:

a) cinquanta posti ordinari nei convitti nazionali a carico del Ministero della pubblica istruzione;

b) due posti di fondazione Caddeo Fois presso il Convitto nazionale di Cagliari, riservati in prima linea ad alunni prossimi parenti del fondatore fino al 10° grado e in seconda linea, cessata la prima, ad alunni poveri di Dualchi;

c) sei posti presso il Convitto «Silvio Pellico» di Ala per alunni maschi della Venezia Tridentina che abbiano titolo per frequentare il locale ginnasio;

d) ventiquattro posti presso il Convitto «Dante Alighieri» di Gorizia per alunni della Venezia Giulia che abbiano titolo per frequentare le locali scuole medie governative.

Art. 2.

I posti suddetti saranno conferiti ad alunni maschi meritevoli per profitto e buona condotta appartenenti a famiglie di disagiate condizioni economiche, che siano cittadini italiani o di nazionalità italiana ancorchè non naturalizzati e che abbiano non meno di sei anni e non più di dodici al 30 settembre 1949.

Dal requisito dell'età sono dispensati i concorrenti che siano già convittori nei convitti nazionali.

Art. 3.

Nell'assegnazione dei posti sarà data la preferenza, a parità di merito, agli orfani dei militari e civili morti in guerra o a causa della guerra, ai figli dei mutilati di guerra, ai figli dei decorati al valore. Sarà inoltre tenuta presente ogni altra disposizione in vigore per l'applicazione, nei casi di parità di merito, dei criteri di preferenza.

Le benemerenze belliche potranno essere dimostrate per mezzo dello stato di servizio del servizio militare. I pensionati di guerra dovranno produrre un attestato dal quale risulti la categoria alla quale sono iscritti.

Gli orfani di guerra dovranno esibire il certificato attestante tale qualifica, rilasciato dal competente Comitato provinciale per gli orfani di guerra.

Art. 4.

I concorsi sono per titoli e saranno giudicati da apposite Commissioni ministeriali.

Art. 5.

Le domande di ammissione al concorso, scritte su carta semplice e corredate di tutti i documenti elencati nel presente articolo, dovranno pervenire al Ministero della pubblica istruzione (Direzione generale dell'istruzione classica - Divisione 5ª) non oltre il 10 agosto 1949.

La data di presentazione della domanda sarà accertata dal bollo di arrivo al Ministero.

La mancanza anche di un solo documento prescritto importa la esclusione dal concorso.

Alla domanda dovranno essere allegati i seguenti documenti, redatti su carta semplice, a norma del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 3268:

a) certificato di nascita (legalizzato);

b) certificato di sana costituzione fisica (legalizzato);

c) pagella scolastica o certificato degli studi compiuti nell'anno 1948-1949 con lo specchietto dei voti riportati. Coloro che, nel corrente anno scolastico, abbiano frequentato la 5ª classe elementare dovranno invece presentare l'attestato di ammissione alla 1ª media, con lo specchietto dei voti riportati nelle singole materie.

I titoli di studio devono avere pieno valore legale;

d) stato di famiglia con l'indicazione della professione delle persone componenti la famiglia stessa (legalizzato);

e) certificato del procuratore delle imposte che attesti l'ammontare delle imposte pagate dall'aspirante e dagli altri componenti la famiglia (quando la famiglia risiede in un luogo diverso dal Comune di origine occorre analogo certificato anche per detto Comune);

f) certificato di cittadinanza italiana, legalizzato, e per i giovanetti di nazionalità italiana ancorchè non naturalizzati attestato del console competente circa l'origine italiana della famiglia del concorrente e dei sentimenti di italianità della famiglia stessa;

g) dichiarazione con la quale la famiglia dell'alunno si obbliga di pagare tutte le spese accessorie;

h) documenti idonei attestanti il possesso dei requisiti speciali richiesti;

i) quegli altri documenti che l'interessato ritenga di produrre nel proprio interesse e specialmente quelli attestanti le benemerenze di cui all'art. 3.

I documenti di cui alle lettere *b*), *d*), *e*), *f*) dovranno avere data non anteriore a più di tre mesi da quella del presente bando.

I concorrenti che partecipano a più di un concorso dovranno presentare separate istanze per ciascuno di essi, unendo ad una sola istanza i documenti prescritti; per le altre dovranno fare riferimento ai medesimi, allegandone l'elenco in doppia copia.

Art. 6.

I concorrenti che siano già alunni dei convitti nazionali, sono dispensati dal presentare i certificati di cui alle lettere *a*), *b*), *f*), dell'art. 5, ma debbono attestare la loro qualità di convittori o semiconvittori mediante certificato del rettore del convitto.

Art. 7.

Il vincitore di un posto gratuito decade da ogni diritto se non accetta il beneficio o la sede destinatagli, o se lascia trascorrere inutilmente il termine fissatogli per la risposta o per l'effettiva presa di possesso del posto.

Art. 8.

Gli alunni che otterranno il conferimento del posto gratuito lo godranno sino al termine degli studi medi, salvo i casi di decadenza revoca o sospensione.

Roma, addì 30 giugno 1949

Il Ministro: GONELLA

(2515)

Concorso per il conferimento di posti gratuiti di studio negli istituti di educazione femminile

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduto il regio decreto 23 dicembre 1929, n. 2392, concernente il riordinamento degli istituti di educazione femminile;
Veduto l'art. 43 del regio decreto 1° ottobre 1931, n. 1312, che approva le norme modificative, integrative e interpretative del regio decreto 23 dicembre 1929, n. 2392;

Decreta:

Art. 1.

E' aperto il concorso per il conferimento dei seguenti posti gratuiti di studio negli istituti di educazione femminile sottoindicati:

a) Conservatorio «Santa Elisabetta» di Barga, sette posti da conferirsi in primo luogo a giovanette del comune di Barga e quindi dei comuni di Coreglia Antelminelli, Bagni di Lucca e di tutti i comuni della Garfagnana;

b) Conservatorio della «Divina Provvidenza» di Roma, un posto gratuito riservato alle orfane di impiegati dello Stato che abbiano il requisito della romanità;

c) Conservatorio «Sant'Agostino» di Piacenza, quattro posti gratuiti;

d) Educandato femminile «San Benedetto» di Montagnana, un posto gratuito;

e) Istituto «Beata Vergine Maria» di Vicenza, un posto gratuito.

Art. 2.

I posti suddetti saranno conferiti ad alunne meritevoli per profitto e buona condotta, appartenenti a famiglie di disagiate condizioni economiche che siano cittadine italiane o di nazionalità italiana ancorchè non naturalizzate e che abbiano non meno di sei anni e non più di dodici al 31 dicembre 1949.

Dal requisito dell'età sono dispensate le concorrenti le quali siano già convittrici in istituti pubblici di educazione femminile.

Art. 3.

Nell'assegnazione dei posti sarà data la preferenza, a parità di merito, alle orfane dei militari e civili morti in guerra, o a causa della guerra, alle figlie dei mutilati di guerra, dei decorati al valore, e sarà inoltre tenuta presente ogni altra disposizione in vigore per l'applicazione, nei casi di parità di merito dei criteri di preferenza.

Le benemerenze belliche potranno essere dimostrate per mezzo dello stato di servizio militare. I pensionati di guerra dovranno produrre un attestato dal quale risulti la categoria alla quale sono iscritti.

Le orfane di guerra dovranno esibire il certificato attestante tale qualifica, rilasciato dal competente Comitato provinciale per gli orfani di guerra.

Art. 4.

I concorsi sono per titoli e saranno giudicati da apposite Commissioni ministeriali.

Art. 5.

Le domande di ammissione al concorso, scritte su carta semplice e corredate da tutti i documenti elencati nel presente articolo, dovranno pervenire al Ministero della pubblica istruzione (Direzione generale istruzione classica Divisione 5ª) non oltre il 10 agosto 1949;

La data di presentazione della domanda sarà accertata dal bollo di arrivo al Ministero.

La mancanza anche di uno solo dei documenti prescritti importa l'esclusione dal concorso.

Alla domanda dovranno essere allegati i seguenti documenti redatti in carta semplice, a norma del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 3268:

a) certificato di nascita (legalizzato);

b) certificato di sana costituzione fisica (legalizzato);

c) pagella scolastica o certificato degli studi compiuti nell'anno scolastico 1948-49 con lo specchietto dei voti riportati. Coloro che nel corrente anno scolastico abbiano frequentato la 5ª classe elementare, dovranno invece presentare l'attestato di ammissione alla 1ª media, con lo specchietto dei voti riportati nelle singole materie.

I titoli di studio devono avere pieno valore legale;

d) stato di famiglia con l'indicazione della professione delle persone componenti la famiglia stessa (legalizzato);

e) certificato del procuratore delle imposte che attesti l'ammontare delle imposte pagate dall'aspirante e dagli altri componenti la famiglia (quando la famiglia risieda in un luogo diverso dal Comune di origine occorre analogo certificato anche per detto Comune);

f) certificato di cittadinanza italiana (legalizzato) e per le giovanette di nazionalità italiana ancorchè non naturalizzate, attestato del console competente circa l'origine italiana della famiglia della concorrente e dei sentimenti di italianità della famiglia stessa;

g) dichiarazione con la quale la famiglia dell'alunna si obbliga a pagare tutte le spese accessorie;

h) quegli altri documenti che l'istante ritenga opportuno di produrre nel proprio interesse e specialmente quelli attestanti le benemerenze di cui all'art. 3.

I documenti di cui alle lettere *b*), *d*), *e*), *f*) dovranno avere data non anteriore a più di tre mesi da quelle del presente bando.

Art. 6.

Le concorrenti che siano già alunne di istituti pubblici di educazione femminile sono dispensate dal presentare i documenti di cui alle lettere *a*), *b*), *f*), dell'art. 5 ma debbono dimostrare la loro qualità di convittrici o semiconvittrici con un certificato della rettrice del convitto.

Art. 7.

La vincitrice di un posto gratuito decade da ogni diritto se non accetta il beneficio e la sede destinatale o se lascia trascorrere inutilmente il termine fissatole per l'accettazione e per l'effettiva presa del posto.

Art. 8.

Le alunne che otterranno il conferimento del posto gratuito ne godranno sino al termine degli studi medi, salvo i casi di decadenza revoca o sospensione.

Roma, addì 30 giugno 1949

Il Ministro: GONELLA

(2516)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Avvisi di rettifica

Nell'ordinanza Ministeriale 25 maggio 1949, relativa ai «Concorsi nazionali, per titoli, da bandire a posti di ruolo speciale transitorio negli istituti e scuole d'istruzione media, classica, scientifica, magistrale, tecnica e di avviamento professionale» pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* in data 27 maggio 1949, n. 121, all'art. 6, alla quinta riga del quinto capoverso, ove è detto: «... lettera *m*) ...», leggasi: «. lettera *n*) ...».

(2482)

Nell'ordinanza Ministeriale 1° aprile 1949, relativa ai «Concorsi nazionali, per titoli da bandire a posti di ruolo speciale transitorio negli istituti e scuole governative d'istruzione artistica» pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* in data 31 maggio 1949, n. 124, all'art. 6 terzo comma ove è detto: «Sono dispensati dal presentare i documenti di cui alle lettere *a*), *b*), *d*), *e*) ed *f*), ecc.», leggasi «Sono dispensati dal presentare i documenti di cui alle lettere *a*), *b*) ed *f*), ecc.».

(2483)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.